

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

**Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in
Africa**



MEDIA MONITORING

26 August 2015

DRC

Région des Grands Lacs: l'envoyé de l'ONU appelle à neutraliser les FDLR

NOUVELLE

Source: Centre d'Actualités des Nations Unies

25 Août 2015 - Après une visite au Rwanda dans le cadre de ses consultations avec les pays signataires de l'accord de paix pour la République démocratique du Congo (RDC), l'Envoyé spécial de l'ONU pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit a appelé à intensifier les efforts en vue de neutraliser les forces négatives dans la région, notamment les rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR).

M. Djinnit s'est rendu à Kigali, au Rwanda, du 19 au 22 août. Lors de sa visite, il a rencontré la Ministre des affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, le Ministre de la défense, le général James Kabarebe, et le Ministre de la sécurité intérieure, Sheikh Mussa Fazil Harerimana.

« Les deux côtés ont échangé leurs vues sur la situation dans la région, notamment les développements au Burundi. Ils ont exprimé leur inquiétude sur les activités déstabilisatrices des FDLR et la menace qu'ils continuent de poser à la paix et à la sécurité dans la région », a indiqué le bureau de l'Envoyé spécial dans un communiqué de presse publié lundi.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

« L'Envoyé spécial a réitéré la nécessité de neutraliser toutes les forces négatives dans la région, y compris les FDLR. À cet égard, il a souligné la nécessité d'une reprise rapide de la coopération militaire entre la Mission des Nations Unies en RDC (MONUSCO) et la RDC dans les opérations contre les FDLR », a ajouté le communiqué. « Il a également appelé à accélérer le processus de rapatriement des ex-combattants armés comme l'ont demandé les chefs d'État de la région lors de leur dernière réunion à Luanda, en Angola. Il a exprimé sa volonté de travailler en étroite collaboration avec les acteurs régionaux et internationaux, y compris l'équipe d'envoyés spéciaux, pour aider à accélérer les efforts et les initiatives pour neutraliser les forces négatives ».

Lors de sa rencontre avec la Ministre rwandaise des affaires étrangères, M. Djinnit a discuté du renforcement de l'Accord cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en RDC et dans la région. Il a salué l'engagement du Rwanda à soutenir les initiatives régionales destinées à promouvoir le développement économique et social.

L'Accord cadre avait été signé en février 2013 à Addis-Abeba, en Ethiopie, sous l'égide de l'ONU, par onze pays africains, avec pour objectif de mettre fin au conflit dans l'est de la RDC.

Goma: l'annonce de la fin de l'aide humanitaire de la Monusco aux ex-combattants suscite des inquiétudes

NOUVELLE

Source: Okapi.net (<http://www.radiookapi.net/2015/08/25/actualite/securite/goma-lannonce-de-la-fin-de-laide-humanitaire-de-la-monusco-aux-ex>)

24 Août 2015 - La société civile, les organisations non gouvernementales et le gouvernement provincial du Nord Kivu s'inquiètent des risques qui peuvent résulter de l'arrêt annoncé de l'appui de la Mission des Nations unies en RDC (Monusco) en faveur des ex-combattants des Forces Démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), cantonnés dans plusieurs centres de regroupement en RDC. Les représentants de ces structures l'ont annoncé ce 25 août à Goma, dans la province du Nord-Kivu.

Julien Paluku, gouverneur de la province du Nord Kivu, déplore la léthargie observée dans le processus de démobilisation, désarmement et réintégration des FDLRs. Il invite le gouvernement congolais à adopter une position définitive par rapport à ces combattants rwandais.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Le chef de l'exécutif du Nord-Kivu propose « d'identifier les FDLR qui veulent retourner au Rwanda et relocaliser dans un autre pays, ceux qui ne veulent pas rentrer dans leur pays ». Il propose aussi à ceux qui veulent acquérir la nationalité congolaise de formuler les demandes et attendre les réponses du gouvernement Congolais.

« On doit poursuivre les efforts déjà consentis pour ne pas revenir à la case départ », a-t-il martelé.

Ces ex-combattants FDLR sont cantonnés sur les sites de Kisangani, dans la province de la Tshopo, Walungu au Sud-Kivu et Kanyabayonga au Nord-Kivu.

Le chef de la (Monusco), Martin Kobler avait annoncé samedi 22 août lors de sa visite au camp Lieutenant général Bahuma à Kisangani, l'arrêt de l'aide de son institution aux ex-combattants hutus rwandais des FDLR à partir du mois de septembre prochain pour des raisons budgétaires.

La Monusco et le gouvernement congolais n'ont toujours pas repris leur collaboration, suspendue en janvier dernier, dans les opérations militaires visant le désarmement des FDLR.

Le Président Joseph Kabila attendu en Chine début septembre

NOUVELLE

Source: L'Observateur (RDC) via MediaCongo.net
(<http://www.digitalcongo.net/article/109524>)

Par Mbala Bemba

Le Chef de l'Etat Joseph Kabila se rendra début septembre en Chine à l'invitation de son homologue chinois Xi Jinping dans le cadre du 70ème anniversaire de la victoire de la guerre mondiale et de la résistance du peuple chinois contre l'attaque japonaise.

25 Août 2015 - En compagnie d'autres chefs d'Etat, le président Joseph Kabila participera, le jeudi 3 septembre 2015 à un défilé militaire qui sera organisé à la Place Tiananmen, à Beijing. En marge de ces festivités, le président Joseph Kabila entretiendra avec le président chinois Xi Jin ping et visitera plusieurs entreprises chinoises, en l'occurrence celles qui investissent en Afrique et en RDC

Le devoir de mémoire

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Conformément aux usages et aux pratiques d'autres pays et dans le but de souvenir de l'histoire de rendre hommage aux martyrs, de créer la paix et de bâtir l'avenir, le gouvernement chinois organisera le jeudi 3 septembre 2015 à Beijing des activités solennelles, notamment une grande commémoration, un défilé militaire, une réception et une soirée de gala auxquels assisteront le président chinois Xi Jinping, des dirigeants asiatiques et africains ainsi que d'autres personnalités chinoises. Y seront à honneur des dirigeants de principaux pays belligérants de la seconde guerre mondiale d'Asie et du continent africain parmi lesquels celui de la RDC. Les responsables des Nations Unies et d'autres organisations internationales ainsi que des pays amis étrangers ayant contribué à la victoire de la seconde guerre mondiale (guerre de résistance du peuple chinois) participeront à ces festivités.

La résistance

Selon l'Agence Chine Nouvelle, la guerre de résistance du peuple chinois contre les agressions étrangères et fascistes est une composante importante de la guerre mondiale antifasciste. La Chine était le principal théâtre d'opérations dans la partie orientale où la guerre a éclaté le plus tôt et duré le plus longtemps. Selon l'Agence Chine Nouvelle, la Chine a freiné la plupart des troupes japonaises tout en s'associant avec les forces alliées occidentales.

De 1931 à 1945, la Chine a neutralisé plus de 1,5 million d'ennemis sur les champs de bataille chinois, soit 70 % des victoires de l'armée japonaise pendant la seconde guerre mondiale. « Derrière des chiffres se cachent de énormes sacrifices de la Chine et du peuple chinois. Au cours de ces quatorze années, le nombre total de victimes militaires et un militaire de la Chine, morts et blessés s'est élevé à 35 millions représentant un tiers du total des pertes humaines de tous les pays pendant la seconde guerre mondiale et le total de ses pertes économiques a atteint 600 milliards de dollars américains a expliqué un universitaire chinois.

Il a poursuivi en disant: La résistance du peuple chinois a raffermi la conviction des alliés dans leur lutte contre les fascistes et favorisé la formation d'un front uni mondial antifasciste. La résistance durable de la Chine a permis aux autres pays antifascistes dont les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne de gagner en temps précieux. D'ailleurs, la Chine a également envoyé des troupes au Myanmar et dans d'autres pays dans le cadre de cette résistance, a-t-il conclu.

La voie du développement

Poursuivre fermement la voie de développement pacifique est un engagement solennel que la Chine a fait au monde et aussi la voie incontournable pour réaliser le rêve chinois, celui du grand renouveau de la nation chinoise, un rêve de développement et

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

coopération. Depuis l'ouverture et la réforme, la Chine a réalisé l'essor socio-économique et est devenue la 2e puissance économique du monde. Aujourd'hui, la Chine suit de près la nouvelle tendance du développement économique, promeut son évolution et celle de la société, et la vie du peuple chinois s'améliore sans cesse.

Néanmoins, le développement de la Chine n'est pas isolé. Sa croissance à grande vitesse a bien dynamisé le développement économique du monde. Et la Chine préconise un nouveau modèle des S internationales, qui est centré sur la coopération mutuellement bénéfique, dont la stratégie de la construction de la Ceinture économique de la Route de la Soie et de la Route de la Soie maritime du XXIe siècle est un exemple. La Chine et l'Afrique entretiennent une amitié traditionnelle et depuis l'installation du Forum sur la coopération sino-africaine, la coopération entre la Chine et les pays africains s'est développée systématiquement et a réalisé tant de fruits.

En associant son développement à celui de l'Afrique, la Chine soutiendra fermement les pays africains dans leur exploration de la voie de développement s'adaptant à leurs propres conditions nationales, dans leurs efforts visant à maintenir la paix et la stabilité en Afrique ainsi que dans leurs efforts d'unité pour gagner en puissance et de processus d'intégration. La Chine continuera à poursuivre la stratégie d'ouverture gagnant-gagnant et mutuellement bénéfique. Très attachée à l'amitié, la Chine veillera plus à partager les bénéfices avec ses amis africains, mettra davantage l'accent sur le partage du bien et de bonnes expériences avec l'Afrique et aidera l'Afrique à renforcer sa capacité de développement autonome et durable, de sorte que la Chine puisse, par son propre développement, apporter une plus grande contribution à la paix, au développement, à la prospérité et au nouveau de l'Afrique.

Hommage aux soldats congolais

D'une manière générale, le poids de la Belgique dans la guerre a été largement le poids du Congo comme l'a commenté l'historien Jean Stengers. L'implication du Congo belge (l'actuelle République démocratique du Congo) dans la Seconde Guerre mondiale a commencé avec l'invasion allemande de la Belgique en mai 1940. Malgré la capitulation de la Belgique, le Congo est resté dans les confins côtés des Alliés. Aux nouveaux de l'Afrique. Les troupes congolaises de la Force Publique - nom donné à l'armée du Congo - se sont battues aux côtés des forces britanniques en Abyssinie (Ethiopie) où elles remportent de nombreuses victoires sur les Italiens Assossa (11 mars 1941), Gambela (23 mars 1941), Salo (3 juillet 1941). Elles font quinze mules prisonnières, dont neuf généraux. Après la capitulation italienne, la Force publique mobilise treize mules soldats et civils afin de combattre en Afrique de l'Ouest contre certaines colonies françaises demeurées fidèles à Vichy. Une partie du corps expéditionnaire déployé en Afrique de l'Ouest est envoyée au Proche Orient; les premiers contingents arrivent, le 18 avril 1943, à Suez;

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

une brigade est déployée en Palestine. Une antenne médicale, composée de trois cent cinquante soldats congolais encadrés par vingt officiers européens, se distingue en Abyssinie et en Somalie (1941), à Madagascar (1942), aux Indes et en Birmanie (1943-1945).

Le Congo est aussi le point de passage des troupes alliées: un camp militaire britannique est installé à Kalemie, près du lac Tanganyika, afin d'organiser les convois vers le Kenya. En 1942, une garnison américaine s'établit à Léopoldville (Kinshasa), près de l'aérodrome de Ndolo, afin d'acheminer du matériel et du carburant au Proche-Orient. Pendant la guerre, le Congo a fourni un soutien important de matières premières, notamment de l'or et de l'uranium, pour la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Pourtant, le rôle stratégique de ce pays d'Afrique centrale durant la seconde guerre mondiale demeure largement occulté contribution du Congo à la victoire antifasciste comme à bravoure de ses soldats demeurent encore trop méconnus du grand public.

Zaire - Over 100 Citizens from DRC Repatriated for Illegal Stay

NEWS STORY

Source: Angola Press

Mbanza, DRC, 24 August 2015 - At least one hundred and two citizens from the Democratic Republic of Congo (DRC) were repatriated in the last seven days by the Migration and Foreigners Service (SME) in Zaire province, for illegal entry and stay in the country.

The provincial command of Zaire National Police informs in a press release sent, Monday to ANGOP, in Mbanza Congo, that those nationals have been arrested following the search and collection activities of foreigners in irregular migratory situation.

About Angola/DRC border bank, the note indicates that have been aborted during the weekend, four attempts of illegal transposition, less five compared to the previous period.

It adds that because of border offenses were arrested 13 citizens from DRC after the operating record they were referred to the Provincial Directorate of Migration and Foreigners Service.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Every week, dozens of foreign citizens are approached by the border authorities of Zaire province, for attempted violation of border limits with the neighboring Democratic Republic of Congo.

La RDC et la RSA s'engagent à accélérer la réalisation du projet d'Inga 3

NOUVELLE

Source: ACP / MCN, via mediacongo.net

(<http://www.mediacongo.net/show.asp?doc=87889#.Vd2a7vmqpHw>)

Kinshasa, 26 Août 2015 - La République démocratique du Congo (RDC) et la République sud-africaine (RSA), se sont engagées à accélérer le processus de réalisation du projet de construction de la centrale hydroélectrique Inga 3, dans la province du Kongo central en RDC. Cette volonté a été exprimée dans un communiqué conjoint signé mardi à Kinshasa par Mmes Maguy Rwakabuba et Tembesula Majula, en présence des experts des deux pays.

Selon cette source, les deux parties ont décidé de l'élaboration d'un chronogramme du projet et de la mise en place d'un mécanisme de mobilisation des financements et de l'instauration d'une structure intergouvernementale devant faire une évaluation mensuelle du projet.

Les deux parties ont également convenu de gérer conjointement le projet d'Inga 3 et de partager les expertises et les études par l'implication des sociétés d'électricité des deux pays, la société nationale d'électricité (Snel)/RDC et ESKOM/(RSA).

Les experts des deux pays ont émis le vœu de prendre en compte le rôle accru de la RSA au projet, avant de juger de la nécessité de mettre en place un processus d'échanges d'informations avec les trois candidats développeurs du projet d'Inga 3 représentés par les groupes chinois, canadien et espagnol.

Le même vœu a aussi été exprimé pour une implication des sociétés d'électricité des pays membres de la communauté de développement des pays de l'Afrique australe (SADC).

A l'issue de deux jours de discussions, la vice-ministre sud-africaine a fait savoir que les deux gouvernements tiennent à la matérialisation du projet d'Inga 3 dans le délai. Cependant, il est impérieux de finaliser les études du projet, a-t-elle indiqué, tout en évoquant un possible report de ce projet dont la pose de la première pierre était prévue pour décembre de cette année et la production du premier mégawatt en 2020.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

La centrale d'Inga 3 devrait produire dans sa première phase, Inga 3 basse chute, 4 700 mégawatts pour un coût estimé à 12 milliards USD.

RWANDA

Calls on Kagame to mediate in South Sudan peace deal dominate Rwandan media

NEWS STORY

Source: APA

25 August 2015 - Rwandan newspapers have reported a call by the African Union's High Representative to South Sudan for President Paul Kagame to add his voice to those calling on South Sudanese President Salva Kiir to sign a peace deal to end the conflict in his country.

Alpha Oumar Konaré made the call on Monday evening while talking to journalists shortly after meeting President Kagame in Kigali.

"We came here to ask for the support and the leadership of President Kagame so that everything goes according to plan so that the entire African leadership is highly engaged on the South Sudanese issue," Konaré said referring to the peace deal.

The New Times reported that the first car-free zone in the city of Kigali debuted with calm and quiet as Kigali dwellers experienced for the first time, an area devoid of cars and motorcycles, where they can walk freely without fear of being knocked by speeding motorists. The Inspector General of Police Emmanuel Gasana, Kigali Mayor Fidele Ndayisaba, and Traffic and Road Safety Commissioner, George Rumanzi came in person to oversee the transition.

The Rwandan media also focused on Ugandan President Yoweri Museveni who singled out security and the prosperity of the region as the key ingredients that will keep the region's integration process on track.

Museveni made the remarks while addressing an East Africa Legislative Assembly (EALA) session in Kampala last Friday, Museveni urged the lawmakers to support regional agriculture processing industry.

The New Times also reported that three East African countries – Kenya, Rwanda and Uganda – have topped the inaugural Financial and Digital Inclusion Project (FDIP) 2015

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

score card released by Brookings Institute, a Washington-based research and public policy organisation.

With an overall score of 89 per cent, Kenya topped the score card that evaluated access to and usage of affordable financial services by underserved people across 21 countries in the world, while Rwanda and Uganda tied in fourth place with an overall score of 75 per cent.

The online reports reported that Rwanda and South Korea are seeking closer ties to jointly enhance their beef exports and livestock farming. The initiative is under the framework of bilateral cooperation through which Rwanda's Ministry of Agriculture and Animal Resources is getting support from the Korea Rural Economic Institute (KREI). Rwanda targets to increase its meat production to 4.7 million kilogrammes by the end of 2015, up from the current 1.8 million kilogrammes.

Other media reports talked about loading challenges and congestion at the Kenya Pipeline Company's (KPC) depot in Eldoret as being the key reasons why Rwanda's fuel transporters prefer to incur higher costs by using the Dar es Salaam port in Tanzania.

BURUNDI

Burundi swears in new cabinet that some opponents condemn

NEWS STORY

Source: Reuters

By George Obulutsa

25 August 2015 - The new cabinet of Burundi's President Pierre Nkurunziza was sworn in on Tuesday with some members of the opposition, drawing criticism from other opponents who said the ministers had no legitimacy after disputed elections.

Burundi, a poor nation in the center of Africa, has been in chaos since late April when Nkurunziza announced he would seek a third term, which opponents and Western powers said violated a peace deal that ended an ethnically charged civil war in 2005.

After months of protests that left dozens dead and prompted 180,000 people to flee the country, Nkurunziza was sworn in on Aug. 20 for another five-year term. His party also won a sweeping victory in a parliamentary election.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Presidential spokesman Gervais Abayeho told reporters in Bujumbura that five of the 20 ministers were from the opposition Amizero y'Abarundi coalition, whose leader is former rebel leader and opposition leader Agathon Rwasa.

Rwasa, like other opponents, had said he was boycotting the polls although his name and those of other opponents had remained on ballot papers for the poll and some won seats.

Rwasa, who after the polls called for a government of national unity, angered other members of the opposition when he and his supporters took up seats in the assembly. He was made deputy speaker of parliament.

Charles Nditije, leader of a group that had been a junior partner in Rwasa's coalition, condemned the new cabinet.

"We ask the Burundian people to resist, to say no to these illegal and anti-constitutional institutions," he told Reuters.

Nditije did not outline any specific action but ruled out protests. "We will use other peaceful methods not necessarily protests that may claim lives of protesters. There are other safe and non violent methods we may resort to," he said.

He called for African states and the international community to push for dialogue to form a transitional government that would lead to elections.

Ruling officials have previously ruled out any new elections before the end of the new five-year term. But a government spokesman Philippe Nzobonariba said new talks were possible.

"The government is not against dialogue respectful of the law. It's up to the mediation to schedule them (talks) not the government," he said.

Ministers from Rwasa's coalition are not members of a recognized party, which should bar them from office according to constitutional rules. The presidential spokesman said the constitution would be amended to make it possible.

La crise du Burundi déborde sur la region

ANALYSE

Source: Le carnet de Colette Braeckman (<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2015/08/25/la-crise-du-burundi-deborde-sur-la-region/>)

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

25 Août 2015- Les assassinats ciblés du général Adolphe Nshimirimana, un Hutu chef des renseignements militaires et du colonel à la retraite Jean Bikomagu, un Tutsi qui fut chef d'état major du président, Buyoya font craindre une nouvelle escalade de la violence au Burundi qui, au départ d'une crise politique, déboucherait sur un conflit ethnique, faisant reculer le pays de deux décennies. Cette perspective, à laquelle s'ajoute la crise humanitaire incarnée par 170.000 réfugiés déjà hébergés dans les pays voisins (Rwanda et Tanzanie) préoccupe vivement la région et la communauté des Etats d'Afrique de l'Est multiplie les réunions sur le sujet. Mais si jusqu'à présent la médiation internationale échoue à faire prévaloir une solution politique, -qui pourrait prendre la forme d'une sortie différée du président Nkurunziza dont la réélection, récente demeure très contestée-, c'est aussi parce que les chefs d'Etat de la région sont prisonniers de leurs propres contradictions, sans parler de leurs propres intérêts.

Qu'on en juge : présenté comme médiateur dans une crise née de la volonté du président burundais de briguer un troisième mandat alors que la Constitution n'en prévoit que deux, le président ougandais Museveni est, lui, au pouvoir depuis 1986, une pérennité qui lui vaut une réputation de « sage »...Même s'il considère que son homologue Nkurunziza a été incapable de gérer une situation délicate, le président Museveni n'est pas homme à sortir son collègue du ring, et il prône toujours une solution négociée.

Quant au président tanzanien Jakaya Kikwete, sa position est, elle aussi marquée par l'ambiguïté : la Tanzanie qui accueille déjà 100.000 réfugiés burundais redoute de devoir faire face à une crise humanitaire majeure mais par ailleurs son président, au début en tous cas, s'était aligné sur la position américaine, très hostile à un troisième mandat. A cela s'ajoutent des relations glaciales avec Kigali depuis que Kikwete conseilla au président rwandais Paul Kagame d'ouvrir des négociations avec l'opposition armée hutue, que Kigali qualifie toujours de «génocidaire ».

Mais par ailleurs, la Tanzanie qui abrita les négociations d'Arusha demeure très attachée aux termes d'accords qui furent négociés par Julius Nyerere, le « père de la nation ». Un attachement qui est partagé par Mme Zuma, présidente de l'Union africaine, qui se souvient du parrainage exercé par Nelson Mandela tout au long des pourparlers de paix.

La position du Rwanda n'est pas simple elle non plus. D'une part, le président Kagame bénéficiera certainement d'une modification de la Constitution, 3.700.000 citoyens ayant déjà signé une pétition en ce sens. Mais par ailleurs, alors que voici dix ans, les relations avec le président Nkurunziza étaient excellentes, elles se sont progressivement ternies, en particulier lorsque Bujumbura accorda des facilités de transit aux avions venus de Tanzanie, du Malawi et d'Afrique du Sud qui participaient à

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

l'opération conjointe contre les rebelles congolais alliés du M23. Aujourd'hui Kigali non seulement fait face à un afflux de réfugiés, mais ne peut demeurer indifférent à la montée des tensions ethniques au Burundi et accuse son voisin d'avoir recruté des rebelles hutus « génocidaires » pour renforcer ses propres milices Imbonerakure. Et par ailleurs, le Rwanda, bon gré mal gré, est forcé d'accueillir de nombreux Tutsis du Burundi, des paysans des collines frontalières mais aussi des journalistes, des intellectuels et des militaires comme le général Nyombare auteur d'un putsch manqué à Bujumbura en mai dernier, ce que Bujumbura dénonce comme la préparation d'une nouvelle rébellion.

Quant à la République démocratique du Congo, où le président Kabila ne s'est pas encore prononcé sur son éventuelle candidature à un troisième mandat, l'évolution de la situation au Burundi a valeur de test grandeur nature; si Nkurunziza réussit à s'accrocher, les partisans de Kabila lui conseilleront de tenter la même aventure mais un éventuel renversement du voisin donnerait des arguments à ceux qui prônent le strict respect de la Constitution et redoutent des manifestations populaires

A ces sentiments ambivalents et peu désintéressés des chefs d'Etat de la région s'ajoutent les contradictions de la « communauté internationale » : lors de son voyage en Afrique, le président Obama a déclaré sans ambiguïté qu'il souhaitait des institutions fortes, plutôt que des hommes forts tandis que la France, qui compte en Afrique de l'Ouest des « présidents amis » installés à vie se montrerait plus accommodante. Sans oublier la Chine et la Russie qui, au Conseil de sécurité, s'opposent à l'adoption de sanctions contre le Burundi.

Burundi / Région: Le problème Rwandais en RDC Congo toujours à l'Honneur

ANALYSE

Source: AGNEWS (<http://burundi-agnews.org/le-politique/securite/?p=20429>)

25 Août 2015 - A Addis abbeba, ce mardi 25 août 2015, à la commission Paix et Sécurité de l'Union Africaine, l'envoyé spécial de cette commission en RDC Congo a indiqué que la résolution du problème rwandais en RDC suit son cours.

Ces derniers jours:

866 rebelles HUTU du FDLR (Force Démocratique de Libération du Rwanda) sur 1200 en RDC Congo se sont rendus et ont été neutralisés.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

862 rebelles TUTSI rwandais (dit Banyamulenge) de la force négative des M23 (rébellion pro KIGALI), casernés jusque peu au Rwanda et en Ouganda, viennent d’être amnistiés par le gouvernement Congolais. Parmi lesquels 265 rebelles ex-M23 sont retournés en RDC Congo.

Le problème Rwandais est la 1ère source d’insécurité dans la région des Grands Lacs depuis 2 décennies. L’origine de ce problème est d’ordre géopolitique, généré par le positionnement des USA en Afrique, particulièrement dans la Région des Grands Lacs. Il crée un climat d’insécurité permanent particulièrement en RDC Congo, mais aussi dans tous les pays limitrophes. 85% des Hutu du Rwanda sont privés de leur pays depuis l’arrivée au pouvoir du FPR en 1994. Le Rwanda est aujourd’hui gouverné par une minorité dite « Tutsi », représentant 15% de la population du Rwanda.

Le Rwanda de M. Paul KAGAME, appuyé par les USA, ne veut pas discuter de la résolution de ce problème au nom du « Génocide de 1994 ». Ainsi ce sont tous les pays de la région des Grands Lacs qui sont obligé d’intégrer chez eux une grande partie des réfugiés Rwandais HUTU (85 % de la population du Rwanda) depuis près de 20 ans.

Dans la région, on a pris l’habitude de parler du Problème Rwandais en RDC, du Problème Rwandais en Tanzanie, du Problème Rwandais au Burundi etc.

Par exemple, au Burundi, pendant les manifestations anti – 3ème mandat Nkurunziza (mai 2015), de nombreux activistes violents rwandais (dont certains Banyamulenge) issues de la force négative M23 se sont illustrés, face à la police burundaise, dans des actes terroristes de grandes ampleurs (jets de grenades, assassinats etc.). La militarisation de ces ex-rebelles est un problème sérieux de sécurité régionale. Face aux accusations factuelles des autorités burundaises, le Rwanda a réagi et, à de suite accusé le Burundi d’abriter des FDLR ... La question du Problème Rwandais devra trouver un réponse sinon la région entière sera toujours en situation d’insécurité.

UGANDA

En Ouganda, le Conseil interreligieux refuse les dons d’hommes politiques

NOUVELLE

Source: La Croix (<http://www.la-croix.com/Urbi-et-Orbi/Actualite/Monde/En-Ouganda-le-Conseil-interreligieux-refuse-les-dons-d-hommes-politiques-2015-08-24-1347531>)

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Le Conseil interreligieux d'Ouganda (IRCU) a décidé de ne plus accepter les dons d'hommes politiques destinés aux églises ou aux mosquées. Une mesure pour éviter la corruption des électeurs, à quelques mois des élections présidentielles et législatives.

24 Août 2015 - Alors que l'Ouganda entre dans une période de pré-campagne électorale, le secrétaire général du Conseil interreligieux, Joshua Kitakule, a demandé à tous les chefs religieux des différentes confessions du pays, de suspendre les activités de collecte de fonds dans les lieux de culte. Églises et mosquées vivent en effet principalement de dons réguliers des fidèles, mais aussi grâce aux contributions durant les périodes électorales.

Pour l'élection présidentielle prévue début 2016, le Conseil veut éviter toute influence politique et l'achat de voix des fidèles par des candidats à des postes électifs. Les dons seront donc interdits, étant perçus de plus en plus comme une tentative de corruption des électeurs.

Lors d'un récent forum régional sur la paix et la stabilité, sur le thème « Travailler ensemble pour des élections générales pacifiques en 2016 », les 400 responsables religieux de différentes confessions du pays participants ont même été exhortés à sensibiliser les candidats des différents partis politiques sur l'importance de la paix et l'unité dans les lieux de culte.

UNE CONVOCATION AU CONSEIL DE DISCIPLINE EN CAS DE NON-RESPECT DE L'ACCORD

Mgr John Baptist Odama, évêque de la ville de Gulu, deuxième plus grande ville du pays, a de son côté, demandé aux chefs religieux d'interdire aux hommes politiques de tenir des réunions de campagne dans des lieux de culte.

Pour le pasteur Joseph Serwadda, à la tête de l'église évangélique 'Nouvelle naissance', lors de la prochaine campagne électorale, aucun candidat d'un parti politique, à quelque niveau que ce soit ne sera autorisé à contribuer à toute église ou mosquée, ou à participer à une collecte de fonds. Il a averti que tout chef religieux qui défierait cet accord convenu entre les membres de l'IRCU, sera convoqué par le comité de discipline du Conseil.

Une décision prise également à quelques mois de la visite du pape François, qui doit se rendre en Ouganda et en République centrafricaine (RCA) du 27 au 29 novembre 2015. Le 12 juin, le pape avait évoqué le souhait de célébrer le cinquantenaire de la canonisation par Paul VI des martyrs ougandais de la fin du XIXe siècle.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Top UN relief official in Central African Republic condemns attack against aid workers

NEWS STORY

Source: UN News Centre

24 August 2015 - A senior United Nations relief official today strongly condemned the attack against humanitarian workers that occurred on August 20 in Bambari, in Central African Republic (CAR), and injured one staff from the Red Cross Movement.

“I condemn the violence and call on all belligerents to respect and protect humanitarian workers who provide assistance to thousands of people affected by the crisis in the country,” said the UN Humanitarian Coordinator and Deputy Special Representative for the Multidimensional Integrated Stabilization Mission in CAR (MINUSCA), Aurélien A. Agbénonci, in a press release.

The violence occurred in the context of renewed intercommunal tensions that caused the death of at least five civilians and the evacuation of eight injured to Bambari health structures.

“The humanitarian situation in the country is worrying and the principles of neutrality, independence and impartiality and the rules of international humanitarian law must be respected,” Mr. Agbénonci added.

Humanitarian workers pay a heavy price in the exercise of their function. Nineteen of them have been killed since the start of the crisis in CAR. Access continues to be hampered by various constraints in the country, particularly by violence. “Attacks against aid workers reduce their ability to carry out these essential activities, leaving the most vulnerable in CAR at a risky situation,” said Mr Agbénonci.

Therefore, he called on all parties to ensure that those providing humanitarian assistance can safely access people in need and conduct their activities without hindrance.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Centrafrique: l'ONU condamne vivement une attaque contre des travailleurs humanitaires à Bambari

NOUVELLE

Source: PR Newswire (<http://fr.starafrica.com/actualites/centrafrique-lonu-condamne-vivement-une-attaque-contre-des-travailleurs-humanitaires-a-bambari.html>)

24 août 2015 - Le Coordonnateur humanitaire des Nations Unies, Aurélien A. Agbénonci, et toute la communauté humanitaire en République centrafricaine ont condamné vivement lundi une attaque contre des travailleurs humanitaires le 20 août à Bambari, au cours de laquelle un employé de la Croix Rouge a été blessé.

Ces violences sont survenues dans le cadre d'un regain de tensions intercommunautaires qui ont causé la mort de cinq civils au moins et rendu nécessaire l'évacuation de six blessés vers les structures de santé de Bambari.

« Je condamne cette violence et j'appelle tous les belligérants à respecter et protéger les travailleurs humanitaires qui portent assistance à des milliers de personnes affectées par la crise dans le pays », a déclaré M. Agbénonci. « La situation humanitaire dans le pays demeure préoccupante et requiert la présence et l'action des acteurs humanitaires. Les principes de neutralité, d'indépendance et d'impartialité ainsi que les règles du droit international humanitaire doivent absolument être respectés ».

Il a rappelé que les acteurs humanitaires payaient un lourd tribut dans l'exercice de leur fonction. Dix-neuf d'entre eux ont déjà été tués depuis le début de la crise en République centrafricaine. L'accès humanitaire continue d'être entravé par diverses contraintes dans le pays, en particulier par la violence contre les civils et les travailleurs humanitaires.

« Les attaques contre les travailleurs humanitaires diminuent leur capacité à mener à bien ces activités essentielles, laissant les plus vulnérables en République centrafricaine dans une situation à risque, » a déploré M. Agbénonci.

Le Coordonnateur humanitaire a appelé toutes les parties à veiller à ce que ceux qui fournissent une assistance humanitaire puissent accéder en toute sécurité aux personnes dans le besoin et mener leurs activités sans entrave.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

KENYA

Kenya: Police Barred From Arresting UNHCR Staff over Terror Link

NEWS STORY

Source: Daily Nation (Kenya)

By Maureen Kakah

25 August 2015 - The High Court has stopped the police from arresting a United Nations High Commission for Refugees (UNHCR) officer being investigated over links to terrorists.

Justice George Odunga said Mr Abdrizak Hussein Shafat should not be harassed by any State agents.

"I hereby issue an order prohibiting the sued parties from arresting, detaining or prosecuting Mr Abdrizak and in the event the police are minded to arrest him, he must be released on police bail of a reasonable amount," Justice Odunga said.

Mr Abdirazak is the UNHCR Protection Officer at the Hagadera Refugee camp sub-office.

Through lawyer Gitobu Imanyara, Mr Abdirazak sought to bar the Director of Criminal Investigations, the Inspector of Police and the Director of Public Prosecution (DPP) from having him arrested and charged with terror related crimes.

SOUTH SUDAN

With peace deal set to be signed, South Sudanese parties must address 'drivers of conflict,' Security Council told

NEWS STORY

Source: UN News Centre

25 August 2015 - Welcoming the decision by rival parties in South Sudan to convene tomorrow a 'mini-summit,' where the Government, "in the interest of peace," is expected to sign the agreement already endorsed by former Vice-President Riek Machar, the top

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

United Nations official in the country today said that the security situation on the ground remains “volatile and tense.”

“I reiterate my call to the leaders of South Sudan to place the interests of their people above their personal ambitions and to implement the peace agreement in good faith,” said Ellen Margrethe Løj, the head of the UN Mission in the country (UNMISS) in a briefing to the Security Council.

At the same time, she warned that fighting in the Greater Upper Nile region has remained intense and further escalation of hostilities in southern Unity state has had increasingly severe consequences for the civilian population.

Major offensives conducted by the Sudan People’s Liberation Movement/Army in Opposition and its allied militias into opposition-held areas have led to further deterioration of the security and humanitarian situations since April, and resulted in numerous reports of grave human rights violations. “Most recently, on 19 August, fighting occurred between SPLA [Sudan People’s Liberation Army] and Opposition forces around Leer town, with both sides trading accusations of having initiated the attack,” Ms. Løj added.

Explaining that both sides have stayed in close proximity to each other along the banks of the Nile River, she said that she was disappointed that they have not observed the Cessation of Hostilities or the ceasefire that they agreed to in Addis Ababa.

The escalation of fighting has sparked further displacements, said Ms. Løj, who is also the Special Representative of the Secretary-General for the country. “Civilians from conflict-affected counties in southern Unity state have fled to the UNMISS protection of civilians site in Bentiu, while new internally displaced persons (IDPs) from the west bank of the Nile arrived at the Mission’s base in Malakal.”

The overall humanitarian situation continues sharply to deteriorate, explained Under-Secretary-General to Humanitarian Affairs Stephen O’Brien to Council Members. “As of today, over 2.2 million people have been displaced due to the conflict, an increase of 200,000 since the beginning of this year. Over 1.6 million are displaced internally and over 616,000 people have fled to neighboring states. And severe food insecurity is affecting 4.6 million people this year compared to 3.8 million at the height of the lean season last year.”

UNMISS is now providing protection to over two hundred thousand IDPs at six protection of civilians sites, underlined Special Representative Løj. “The Bentiu site has experienced the largest recent increase in IDPs, up by 140 per cent since late April,

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

while the population at the Malakal site has grown by almost 50 per cent just since mid-July,” she noted.

The large influx of IDP’s into UNMISS bases during the reporting period, and the resulting rise in political, ethnic and tribal tensions, as well as criminal activity in the camps, underscores the “unsustainability” of these protection sites for the longer term, she stressed.

The Mission, Mrs. Løj said, has further expanded its reach outside of these sites, through patrols, in order to increase security for the local populace, while also facilitating conditions for the delivery of humanitarian assistance. “However, capacity and resource constraints and deliberate obstruction by the parties have limited these efforts,” she regretted.

“The scope and level of cruelty that has characterized the attacks against civilians suggests a depth of antipathy that goes beyond political differences. Allegations include rampant killing, rape, abduction, looting, arson and forced displacement and even such horrific acts as burning of people inside their own homes,” said Mr. O’Brien, who assured the Council there is evidence of “deliberate ethnic targeting” of and reprisals against women and girls, hundreds of them having been have been abducted and hundreds more subjected to sexual violence, including gang-rape, in Unity state.

Against that background, international and regional partners, following the partial signing of the so-called Intergovernmental Authority on Development (IGAD) Plus peace agreement on 17 August, urged South Sudanese President Salva Kiir to sign the accord by the end of the 15-day deadline he requested and called on all parties to immediately cease all hostilities. Upon his return from Addis Ababa, the President began intensive consultations that led to the announcement of signing the agreement tomorrow, on Wednesday.

“I reiterate my call to the leaders of South Sudan to...implement the peace agreement in good faith. While [the UN Mission] will do all possible to support implementation, I must remind this Council that, albeit very important, this agreement is only a first step. Peace, stability and prosperity will not come to South Sudan overnight. This process will require concerted and sustained effort from both national stakeholders and international partners,” said Ms. Løj.

Focus, she added, will also need to be drawn to the range of intercommunal and other conflicts, which in some states, prove to be just “as violent as the political struggle.” “We must devise ways to support the South Sudanese people to address the drivers of conflict as we lay the foundation for longer-term peace and development,” the UNMISS chief concluded.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

UN Security Council says will 'act immediately' if South Sudan leader doesn't sign peace deal

NEWS STORY

Source: Associated Press

25 August 2015 - The U.N. Security Council says it is ready to "act immediately" if South Sudan's president doesn't sign a peace deal Wednesday.

President Salva Kiir shocked observers and rebels last week by refusing to sign after rebel leader Riek Machar did. Kiir said he needed more time to consider, but the United States called that "outrageous" and drafted a council resolution that would impose an arms embargo and targeted sanctions if he doesn't sign by Sept. 1.

Kiir's spokesman now says he is expected to sign Wednesday at a summit with regional leaders in the nation's capital, Juba.

Current council president and Nigerian Ambassador Joy Ogwu adds in her national capacity that "we all believe that an arms embargo would go a long way in eliminating the situation" on the ground.

Soudan du Sud: l'Onu "agira immédiatement" si l'accord de paix n'est pas signé

NOUVELLE

Source: AFP

25 Août 2015 - Le Conseil de sécurité des Nations unies a affirmé mardi qu'il agira "immédiatement" si l'accord de paix pour le Soudan du Sud n'est pas signé par le président Salva Kiir, qui doit parapher le document mercredi à Juba.

Les membres du Conseil se sont dit "prêts à agir immédiatement si le président Kiir ne signe pas l'accord demain comme prévu", a rapporté l'ambassadeur du Nigeria auprès de l'Onu, Joy Ogwu, qui dirige le Conseil ce mois-ci.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

South Sudan president to sign peace deal but will list concerns: minister

NEWS STORY

Source: Reuters

By Denis Dumo

Juba, 25 August 2015 - South Sudan's president is expected to sign a peace deal on Wednesday to end a 20-month-old conflict but will list his reservations in an annex to the pact, his foreign minister said on Tuesday.

President Salva Kiir delayed signing the deal in the Ethiopian capital last week saying he needed more time for consultations. This prompted U.S. threats of U.N. sanctions if he did not meet a two-week deadline to agree.

Rebel leader Riek Machar, Kiir's former deputy until he was sacked in 2013, has already signed the peace deal that was brokered by the regional African grouping IGAD.

The conflict, which has exposed deep ethnic divisions, erupted after a power struggle between Kiir, a Dinka, and Machar, a Nuer.

Fighting has killed thousands of people, driven more than two million from their homes and halted development in the grindingly poor nation that seceded from Sudan in 2011.

Kiir was expected to sign the deal when regional African heads of state visited Juba on Wednesday, Foreign Minister Barnaba Marial Benjamin told Reuters by telephone in South Sudan's capital.

"But there will be an annex on reservations in some areas that have not been adequately discussed and agreed," he said, without elaborating on what the reservations were.

"WITHOUT CONDITIONALITIES"

Mediation officials and diplomats previously indicated Kiir's concerns included proposals for Juba to be a demilitarized zone and a demand he consult his first vice president on decisions. Machar is expected to take that post.

Machar's concerns had also included aspects of power sharing arrangements, particularly in oil-producing states.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The presidents of Kenya and Uganda, and the prime minister of Ethiopia, who have been involved in peace talks, would be among those expected to visit Juba on Wednesday, Benjamin said.

A Kenyan official confirmed President Uhuru Kenyatta would attend the Juba summit on Wednesday, but did not give details.

In Addis Ababa, an IGAD mediation official told Reuters Kiir had informed the mediation team he would sign on Wednesday.

"The proposal stands as it was. There is no change in its provisions. He will sign it without conditionalities," the official said.

The United States has proposed a U.N. arms embargo and more targeted sanctions from Sept. 6 unless the pact was signed by the 15-day deadline given to Kiir last week.

Soudan du Sud: le président Salva Kiir signera l'accord de paix

NOUVELLE

Source: L'Express (http://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/soudan-du-sud-le-president-salva-kiir-signera-l-accord-de-paix_1709356.html)

Le président sud-soudanais Salva Kiir signera mercredi à Juba l'accord censé mettre fin à 20 mois de guerre civile au Soudan du Sud, signé le 17 août (bien 17 août) à Addis Abeba par les rebelles mais qu'il avait alors refusé de valider, a annoncé mardi son porte-parole.

Juba, 25 Août 2015 - "Les présidents kényan Uhuru Kenyatta, ougandais Yoweri Museveni et soudanais Omar el-Béchir, ainsi que le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn se rendront à Juba demain matin pour un Sommet d'une journée et le président du Soudan du Sud signera l'accord de paix", a annoncé à l'AFP Ateny Wek, porte-parole de M. Kiir.

"Le gouvernement a des réserves (...) mais le président va signer", a insisté M. Ateny.

Parmi les inquiétudes du gouvernement, figurent les dispositions de l'accord prévoyant la démilitarisation de Juba, la large représentation des rebelles dans le cadre du partage du pouvoir local dans l'Etat pétrolier du Haut-Nil et le fait que la direction de la Commission d'Evaluation et de contrôle de l'accord soit confiée à des étrangers, a précisé M. Ateny.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

L'Igad, organisation sous-régionale ayant assuré la médiation des pourparlers sud-soudanais à Addis Abeba a confirmé à l'AFP la cérémonie de signature mercredi à Juba.

Le chef des rebelles, l'ancien vice-président sud-soudanais Riek Machar, qui avait signé l'accord le 17 août à Addis, ne sera pas présent mercredi à Juba pour la cérémonie pour des raisons de sécurité, selon l'Igad (Djibouti, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan et Soudan du Sud).

Le Soudan du Sud, plus jeune État du monde, a proclamé son indépendance en juillet 2011 après 30 ans de conflit contre Khartoum. Il a replongé dans la guerre en décembre 2013, quand des combats ont éclaté au sein de l'armée sud-soudanaise, minée par les dissensions politico-ethniques alimentées par la rivalité entre MM. Kiir et Machar, à la tête du régime.

Excédée par plus de 18 mois de négociations stériles à Addis Abeba n'ayant accouché que d'une série de cessez-le-feu jamais respectés, la communauté internationale avait donné jusqu'au 17 août à MM. Kiir et Machar pour conclure un accord, sous peine de "sanctions ciblées".

Mais M. Kiir avait réclamé un délai de 15 jours pour "mener des consultations" dans son pays. A son retour d'Addis Abeba, le chef négociateur du gouvernement Michael Makuei avait qualifié l'accord de "capitulation" inacceptable.

Après le refus de M. Kiir de signer l'accord, Washington et Londres avaient immédiatement appelé l'ONU à prendre des sanctions contre ceux "s'opposant à la paix"

Le conflit, marqué par des massacres et des atrocités contre les civils, a fait des dizaines de milliers de morts selon les observateurs et chassé plus de 2,2 millions de Sud-Soudanais de chez eux, selon l'ONU qui met en garde contre les menaces de famine.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

South Sudan soldiers raped children, burned people alive: U.N. experts

NEWS STORY

Source: Reuters

By Michelle Nichols

25 August 2015 - South Sudanese soldiers raped children, burned people alive in their homes and hunted others for days in swamps in an increasingly brutal war the government had hoped to win with an emergency \$850 million military budget, U.N. experts said.

A panel of experts who monitor United Nations sanctions on South Sudan obtained a copy of the emergency budget for January to July 2014, but warned in a report made public on Tuesday that it did not mean South Sudan had acquired everything it wanted.

South Sudan was plunged into a civil war in December 2013 when a political crisis sparked fighting between forces loyal to President Salva Kiir and rebels allied with his former deputy Riek Machar. The conflict has reopened ethnic fault lines that pit Kiir's Dinka people against Machar's ethnic Nuer people.

Kiir is expected to sign a peace deal on Wednesday to end the conflict. Machar signed the deal last week.

The U.N. experts found that a government offensive in oil-producing Unity State between April and July this year had been "intent on rendering communal life unviable and prohibiting any return to normalcy following the violence."

"The intensity and brutality of violence aimed at civilians is hitherto unseen, in what has been so far — without a doubt — an incredibly violent conflict, where civilians have been targeted by all parties to the conflict," the experts wrote in the interim reported submitted to U.N. Security Council members.

Under a so-called "scorched earth policy" government-allied forces razed entire villages, sometimes with people inside their homes, raped women and abducted children, the experts said.

U.N. aid chief Stephen O'Brien told the Security Council on Tuesday that the scope and level of cruelty in the attacks against civilians "suggests a depth of antipathy that goes beyond political differences."

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Referring to examples of the recent violence in Unity State, O'Brien said: "A witness from Rubkona County has said that she saw government forces gang-raping a breast-feeding mother after tossing her baby aside."

The 15-member Security Council is discussing a U.S.-drafted resolution that would implement an arms embargo on South Sudan from Sept. 6 if Kiir doesn't sign the peace deal or if it is not implemented by both parties.

Russia's Deputy U.N. Ambassador Petr Ilichev said if Kiir signed the deal on Wednesday there would be no need to continue negotiations on the resolution, but added that if it was not implemented then the council could revisit the draft.

"Let's see how it evolves, maybe the main purpose (of the draft resolution) was to exert pressure," he said on Tuesday.

Le Soudan du Sud répète sa volonté de renouer les liens avec le Soudan

NOUVELLE

Source: Agence de presse Xinhua

25 Août 2015 - Le président soudanais Omar el-Béehir a reçu lundi un message écrit de son homologue sud-soudanais Salva Kiir Mayardit concernant la réalisation de la paix au Soudan du Sud et les liens bilatéraux.

Le message a été transmis au président el-Béehir par le conseiller présidentiel sud-soudanais Tot Galwak, qui est arrivé lundi à Khartoum.

"Le message concerne la réalisation de la paix au Soudan du Sud et les relations bilatérales" a indiqué lundi M. Galwak aux journalistes, à l'issue de sa rencontre avec le président el-Béehir.

Le message répète la volonté du Soudan du Sud de communiquer avec le Soudan au sujet des dossiers d'importance entre Khartoum et Juba", a-t-il noté.

Il a rappelé le souhait de son pays de maintenir des bonnes relations de voisinage avec le Soudan afin de permettre aux deux pays de vivre en paix, côte à côte.

Il s'est également félicité de la position de soutien du président el-Béehir au sujet du processus de paix dans son pays.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Le Soudan du Sud fait face à une guerre civile depuis décembre 2013, lorsque les combats ont commencé entre les soldats fidèles au président Kiir et les déserteurs menés par son ancien vice-président Riek Machar.

La semaine dernière, Riek Machar, le dirigeant du principal groupe rebelle du Soudan du Sud, a signé l'accord de paix proposé par l'Autorité intergouvernementale pour le développement en Afrique (IGAD) avec le secrétaire général du parti au pouvoir, Pagan Amum, à Addis-Abeba, en Ethiopie.

Pourtant, le président sud-soudanais, Salva Kiir Mayardit, a refusé de signer l'accord et a demandé un délai de deux semaines.

REPUBLIC OF CONGO

Présidentielle 2016: l'opposition propose un chronogramme

NOUVELLE

Source: Agence d'Information d'Afrique centrale (<http://adiac-congo.com/content/presidentielle-2016-lopposition-propose-un-chronogramme-37323>)

Par Parfait Wilfried Douniama

Dans une déclaration rendue publique le 22 août à Brazzaville, en marge de la signature de leur accord de partenariat, le Front républicain pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (Frocad) et l'Initiative pour la démocratie au Congo (IDC) ont souhaité l'implication de toutes les parties prenantes dans le processus électoral.

24 Août 2015 - Dans la perspective de l'élection présidentielle, prévue en 2016, le Frocad et l'IDC viennent de proposer aux autorités un chronogramme devant conduire à ce grand rendez-vous. En effet, dans le souci de voir l'élection présidentielle être organisée dans les délais constitutionnels, ces deux plates-formes, qui luttent pour le respect de l'ordre constitutionnel, ont suggéré, sans délai, la publication du calendrier électoral et l'adoption du nouveau projet de loi électorale afin de définir les nouvelles règles de jeu. Pour une élection transparente, elles ont proposé la publication des décrets portant organisation et fonctionnement de la Commission nationale électorale indépendante et la nomination de ses membres dans la période allant d'octobre à décembre 2015.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Elles demandent également l'organisation du recensement administratif spécial dans la période de décembre 2015 à avril 2016. Celui-ci sera ponctué, disent-elles, par la mise en place du nouveau fichier électoral, l'élaboration des cartes d'électeurs biométriques et l'établissement des listes électorales par bureau de vote. La période de dépôt de candidatures interviendra, selon l'IDC et le Frocad, en avril 2016 avant l'établissement du bulletin unique en mai. Le lancement officiel de la campagne électorale est, quant à lui, proposé pour juin, tandis que le 1er tour du scrutin présidentiel est souhaité pour le 3 juillet et le second le 31 juillet 2016, conformément à l'article 62 de la constitution.

« Le Frocad et l'IDC n'accepteront pas d'élection présidentielle en 2016 qui ne soit ni crédible, ni transparente. Il nous faut donc nous mobiliser et focaliser notre exigence sur l'unique point concernant la gouvernance électorale pour déjouer le plan mafieux du Parti congolais du travail (PCT) de maintenir son système électoral inique sans le président Denis Sassou N'Guesso avec une CONEL aux ordres », ont déclaré les responsables de ces deux plates-formes.

Analysant le message du président de la République sur l'état de la nation devant le Parlement réuni en congrès, le Frocad et l'IDC ont indiqué que la stabilité politique est le résultat de l'effort de tous les Congolais et non du gouvernement tout seul. Pour elles, le débat sur le référendum constitutionnel est clos définitivement, car le chef de l'Etat semble avoir renoncé à un troisième mandat. « Nous invitons notre peuple à redoubler de vigilance pour que le président ne nous impose pas son kit électoral pour faire élire par la fraude et la corruption n'importe quel candidat potiche de son camp dans l'espoir de perpétuer son système sans lui et continuer en réalité à diriger le Congo », a poursuivi la déclaration.

SUDAN

What To Do about Sudan's al-Bashir and the UN General Assembly?

OPINION

Source: <http://blogs.cfr.org/campbell/2015/08/25/what-to-do-about-sudans-al-bashir-and-the-un-general-assembly/>

By John Campbell

25 August 2015 - In early August, the Sudanese UN envoy stated that Sudan President al-Bashir plans to travel to New York to speak at the upcoming UN General Assembly (UNGA). Al-Bashir is under indictment by the International Criminal Court. Countries

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

that are signatory to the Rome Statute are required to apprehend those indicted and to hand them over to the International Criminal Court (ICC). That almost happened earlier in the summer when al-Bashir attended an African Union summit in South Africa. A South African superior court ordered the Zuma administration to arrest him. In that case, al-Bashir, perhaps with the connivance of the Zuma administration, left before the court's order could be carried out. (The Zuma administration's failure to arrest al-Bashir is still before the South African courts.)

The United States is a signatory of the Rome Statute, but the senate has never ratified it. Nevertheless, U.S. policy has generally been supportive of the court. Under the host country agreement between the United States and the United Nations, which dates from the establishment of the UN headquarters in New York, the U.S. government is obliged to issue visas to those coming to UN meetings. There is provision for rare exceptions where the individual would constitute a threat to U.S. national security. Nevertheless, the Obama administration does have legal grounds to deny al-Bashir a visa.

On the other hand, the Obama administration could issue al-Bashir a visa, and then promptly arrest him upon arrival in New York. It would then hand him over to the ICC for trial, as called for by the Rome Statute. That is the course recommended by Luis Moreno-Ocampo, the chief prosecutor for the ICC from 2003 to 2012, in a column in the August 24, 2015, New York Times. Moreno-Ocampo argues that U.S. law (the American Service-Members' Protection Act), authorizes the executive branch "to bring to justice" those accused of atrocities. Under the Nuremberg Charter, the genocide convention, and the ICC statute, heads of state have no immunity from charges before international tribunals.

Ocampo-Moreno credibly argues that a U.S. arrest and handover would be legal. But, would such a course be in the U.S. interest? Opponents of an al-Bashir arrest might cite Sudan's cooperation in the fight against terrorism in the region. Sudan also has an important role to play in resolution of the ongoing civil war and humanitarian disaster in South Sudan. Ultimately, the Obama administration would face a political choice, not a legal one. One can well imagine that at least some in the Obama administration hope the problem will go away; that al-Bashir will not seek to come to New York. But, should al-Bashir come, Ocampo-Moreno claims that his arrest would provide the Obama administration the opportunity to reject impunity for crimes of genocide.

The political and security costs of an al-Bashir arrest and handover might be relatively low. Khartoum is something of a political snake pit. Many Sudanese with political ambitions might be happy enough with the removal of al-Bashir. Cooperation on terrorism and the search for a solution in South Sudan might well continue after an initial period of vituperation. More problematic is the African Union, now under the presidency

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

of Zimbabwe's Robert Mugabe, himself accused of massive human rights abuses. It is conceivable that AU member states might renounce the Rome Statute, which most of them have signed, given the perception that the court disproportionately targets Africans. There might be a gesture of solidarity with al-Bashir in the context of the UN General Assembly. However, the UNGA is arguably the most important forum for African leaders, and they are unlikely to sabotage it for long. Few will deny that al-Bashir's hands are covered with the blood of innocents.